

Reconstruire un ordre international avec le Sud global ?

✦ cetri.be/Reconstruire-un-ordre

François Polet

26 février 2026



Une analyse publiée dans une version abrégée par *La Libre Belgique*.

A l'occasion de la sortie de son rapport annuel sur l'état des droits humains dans le monde, qui dresse un panorama extrêmement inquiétant de la régression générale depuis le retour de Trump au pouvoir, Human Rights Watch a appelé de ses vœux la formation d'une coalition d'États respectant les droits, afin d'enrayer cette tendance délétère. Pour advenir, ce nouveau multilatéralisme devra néanmoins accorder davantage d'espace aux pays en développement et répondre à certaines de leurs revendications historiques.

Former une coalition d'États respectueux des droits humains pour contrer la régression autoritaire généralisée et la marginalisation du droit international par les États-Unis et les puissances illibérales, tel est l'appel lancé au début du mois de février par Human Right Watch (HRW) à l'occasion de la sortie de son dernier rapport mondial. [1] De fait, la première année du deuxième mandat de Donald Trump est marquée par une accélération de la dégradation de la situation des droits humains à l'échelle du monde. Non seulement le critère du respect des droits humains a disparu de la diplomatie états-unienne, qui ne fait plus de distinction, ne fût-ce que sur le plan formel, entre autocrates et démocrates, montrant d'ailleurs plus souvent des signes de respect pour les premiers que pour les seconds, mais l'administration Trump a

démantelé le réseau de programmes et d'agences nationales qui, depuis des décennies, travaillaient à promouvoir l'état de droit et la démocratie et soutenir et protéger les militants de la société civile un peu partout dans le monde. [2]

Cet appel n'est pas le premier du genre. Deux semaines plus tôt à Davos, le premier ministre canadien Mark Carney invitait les « puissances moyennes » à s'unir pour reconstruire un ordre fondé sur le respect de valeurs essentielles, parmi lesquelles les droits humains et la souveraineté. Ce discours a été considéré par maints commentateur-ices comme un moment de vérité, dans un contexte où l'ensemble des (ex-)alliés des États-Unis prennent sur eux et s'accommodent de l'unilatéralisme trumpien, dans l'espoir illusoire d'un retour à la « normale ». D'autres avant le dirigeant canadien, responsables ou analystes, ont souligné la nécessité pour l'Europe de faire le deuil de la solidarité atlantique pour s'allier stratégiquement à d'autres régions du monde partageant une même appétence pour le multilatéralisme et l'État de droit.

A l'ère du *might makes right*, on ne peut que souscrire à la proposition de Human Rights Watch, soit à la constitution d'un pôle mondial ayant pour socle commun le respect des droits des personnes et des États. Indéniablement, les gouvernements continuant à accorder un minimum de valeur à ces principes ont intérêt à s'unir pour se donner une chance de contrer l'alliance « objective » des dirigeants déterminés à évacuer cette considération des rapports entre les États. Soit pour éviter de revenir à cet état des relations internationales où il était « licite, bien qu'inélégant, de massacrer sa population pourvu qu'on le fasse à l'intérieur de ses propres frontières » pour reprendre l'expression d'un promoteur historique du principe onusien de « responsabilité de protéger ».

Mais la constitution d'une telle alliance n'ira pas de soi. L'organisation de défense des droits humains en fait le triste constat : les gouvernements démocratiques adhérant théoriquement aux droits les font régulièrement passer après leurs intérêts sécuritaires et économiques, s'abstiennent de critiques par crainte des réactions de Washington et sont eux-mêmes le théâtre d'une montée en puissance des forces illibérales et d'une érosion des droits, notamment des migrants. En d'autres termes la régression est quasiment universelle, même si le niveau de gravité varie beaucoup d'un pays à l'autre. Volontariste, Human Rights Watch veut néanmoins croire que l'union fait la force et que, mieux rassemblées et coordonnées, les démocraties peuvent assumer le rapport de force avec Trump, Poutine et autres Xi Jinping.

Pour composer cette alliance, il est nécessaire de regarder au-delà des participants évidents estime l'organisation, en rappelant à juste titre que bien des États du Sud ont contribué historiquement à forger le droit international des droits humains. On peut même aller un cran plus loin : que reste-t-il de crédibilité aux démocraties occidentales en matière de droits humains après Gaza ? L'absence de volonté des gouvernements européens d'activer les leviers à leur disposition pour accentuer la pression sur les responsables israéliens de l'offensive génocidaire a confirmé pour une majorité d'acteurs du reste du monde ce qu'ils dénonçaient déjà auparavant, à savoir l'existence d'un deux poids deux mesure en matière de « diplomatie des droits de l'homme ».

Pour avoir une petite chance d'advenir et ne pas apparaître comme une tentative d'ex-puissances déclassées de reprendre un ascendant moral et diplomatique sur un monde qui leur échappe, une telle alliance devra nécessairement avoir des pays du Sud en son centre. Non pas que le Sud global dans son ensemble soit plus attaché aux droits humains ou au multilatéralisme (c'est, pour des raisons historiques, plutôt l'inverse), mais un certain nombre de ces pays sont en train d'acquérir une légitimité, en matière de politique internationale des droits humains, que les pays occidentaux ont perdue. La démarche de l'Afrique du Sud auprès de la CPI puis le lancement en janvier 2025 du « Groupe de La Haye », composé de huit pays du Sud global (parmi lesquels la Colombie, la Malaisie, le Sénégal...) et des Pays-Bas, qui vise à faire primer les principes juridiques sur l'impunité dans le contexte du drame palestinien, est symptomatique d'une forme de basculement Nord-Sud en matière de mobilisation gouvernementale en faveur du droit international.

L'influence pernicieuse de la diplomatie trumpiste sur le respect des droits dans le reste du monde pourrait, selon HRW, être contrebalancée par des incitations du type inclusion de conditions démocratiques et sociales dans des accords commerciaux attractifs. Il faudra aller au-delà de cette politique de la carotte aux relents paternalistes. La participation des gouvernements démocratiques du Sud global à la défense et à la reconstruction du multilatéralisme est désormais subordonnée à l'émergence d'un système moins oligarchique que l'ordre international en décomposition, plus représentatif des priorités et des intérêts des pays pauvres et émergents. Ceux-ci ont assez clairement énoncé leurs revendications en matière de gouvernance mondiale lors du « Sommet de l'avenir » des Nations unies il y a un peu plus d'un an, en septembre 2024. [3] Pour le ramasser en une phrase, il faut que le multilatéralisme serve davantage leur développement sans empiéter excessivement sur leur souveraineté.

Les pays du Sud aspirent à être véritablement assis à la table en matière de finance internationale et de sécurité collective. Ils demeurent mal représentés au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, sans parler du Conseil de sécurité. Cela a des conséquences très concrètes sur l'architecture du système financier mondial, qui font que les pays du Sud global ne peuvent investir massivement dans leur développement sans s'exposer au piège de la dette extérieure. [4] Il importe également aux yeux de leurs dirigeants que le financement international du climat soit mis à l'échelle pour adapter leurs systèmes économiques et sociaux à un réchauffement dont ils ne sont pas responsables. Ils revendiquent par ailleurs, et ce depuis plusieurs décennies, de pouvoir bénéficier de transferts de technologies et de préférences commerciales pour diversifier leurs économies et les rendre plus résilientes aux chocs extérieurs qui se succèdent sans pause (guerres, crises financières, pandémies), etc. En d'autres termes, il s'agira de faire droit à une revendication ancienne des pays du Sud, selon laquelle le « développement » est également un droit humain, dont la réalisation impose des obligations aux membres les plus favorisés de la communauté internationale.

Notes

[1] Philippe Boloïon, « Les droits humains survivront-ils à un monde trumpien ? », Human Rights Watch, 4 février 2026, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2026>

[2] Dan Herman et Robert Benson, « A Green Light for Authoritarianism : How the Trump Administration Fuels Global Autocracy », American Progress Centre, 19 septembre 2025, <https://www.americanprogress.org/article/a-green-light-for-authoritarianism-how-the-trump-administration-fuels-global-autocracy/>

[3] François Polet, « Quel multilatéralisme pour le Sud global ? », CETRI, 17 octobre 2024, <https://www.cetri.be/Quel-multilateralisme-pour-le-Sud>

[4] L'Afrique consacre désormais davantage de moyens financiers au paiement des intérêts de ses emprunts qu'à l'éducation et à la santé, soit 70 dollars par habitant et par an contre respectivement 63 et 44 dollars sur la période 2021-2023 (CNUCED, *A world of debt*, CNUCED, 2025).



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60

[cetribelgium.be](mailto:cetri@cetribelgium.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service d'éducation permanente,
et de la Province du Brabant wallon

